



**PRÉFET  
DU PAS-DE-  
CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale du Littoral  
Rue du pont de pierre  
59820 Gravelines

Gravelines, le 28/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **VANDEPUTTE**

**BOULEVARD DE STRASBOURG  
PARC D'ACTIVITES DE LANDACRES  
62360 HESDIN-L'ABBE**

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G3\VANDEPUTTE (ex Ecover)\_Hesdin l'Abbé\_0007003642\2\_Inspections\2024\_05\_28\_CF PFAS  
Code AIOT : 0007003642

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2024 dans l'établissement VANDEPUTTE implanté BOULEVARD DE STRASBOURG PARC D'ACTIVITES DE LANDACRES 62360 HESDIN-L'ABBE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VANDEPUTTE
- BOULEVARD DE STRASBOURG PARC D'ACTIVITES DE LANDACRES 62360 HESDIN-L'ABBE
- Code AIOT : 0007003642
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ECOVER est située dans une zone d'activité récente, créée dans les années 2000. Elle a été autorisée par arrêté préfectoral du 3 avril 2007 à exploiter sur la commune de Hesdin L'Abbé une unité de fabrication de produits de nettoyage (adoucissants, liquides vaisselles...) écologique pour une capacité de production maximale de 300 t/j. Elle bénéficie également de l'antériorité au titre de la rubrique 3410 de la nomenclature des installations classées et relève à ce titre de la directive IED. L'exploitation du site a été reprise par un industriel exerçant la même activité et le même volume d'activité que celles autorisées par l'Arrêté Préfectoral du 3 avril 2007. Le nouvel exploitant, la société Vandeputte, a déposé une demande d'autorisation de changement d'exploitant en juillet 2016. Le changement d'exploitant a été acté par Arrêté Préfectoral Complémentaire du 27/07/2016.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le plan des réseaux n'est pas à jour, il est en cours de mise à jour. La version complétée du porter à connaissance en cours d'instruction devra comporter le plan des réseaux à jour.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Confinement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 03/04/2007, article 4.3.5.1.	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	RUBRIQUE 2630/3410	Décret du 12/10/2007, article -	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site n'est pas concerné par la rubrique 3410. Il n'est donc plus soumis à la rubrique IED. Il n'est donc plus concerné par la campagne de mesure des PFAS imposée par la soumission à la rubrique 3410.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : RUBRIQUE 2630/3410**

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 12/10/2007, article -
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le site est-il soumis à la rubrique 2630 uniquement ou également à la 3410 ?
<b>Constats :</b>

<p>La rubrique 3410 concerne la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : k) tensioactifs et agents de surface. L'exploitant l'a demandé dans son porter à connaissance mais après révision de sa situation administrative il considère ne plus être soumis à cette rubrique :</p> <p>2630: Détergents et savons (fabrication de ou à base de) à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3410. La capacité de production étant : a) Supérieure à 50 t/j .</p> <p>En effet, sur le site des matières premières sont mélangées pour produire différentes formules et ensuite conditionnées et expédiées. Ces matières premières ne sont donc pas transformées chimiquement ou biologiquement. Il s'agit juste d'un assemblage de matières premières (tensioactifs, colorants, parfums, etc.).</p> <p>Le site n'est donc pas classé sous la rubrique 3410 de la nomenclature des installations classées. Le site n'est donc pas concerné par la campagne d'analyse des PFAS pour les sites soumis à la rubrique 3410.</p> <p>En cas d'une autre demande de réalisation des analyses des PFAS, dans le cadre de la soumission à une autre rubrique de la nomenclature des ICPE, l'exploitant devra s'y soumettre.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Confinement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/04/2007, article 4.3.5.1.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, confinement séparateur hydrocarbures</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Traitement avant rejet des eau pluviales susceptibles d'être polluées : séparateurs d'hydrocarbures de type classe 1 suivant la norme NF EN 858-1, suffisamment dimensionnés. Ces équipements sont munis au moins de vannes de barrage manuelles voire motorisées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sur site, il n'y a pas de bassin de confinement des eaux pluviales et/ou d'extinction incendie. Le confinement est réalisé sur les surfaces imperméabilisées et délimitée via les bordures. Les eaux de voiries sont dirigées après un débourbeur/déshuileur puis vers une canalisation équipées d'un ballon obturateur. Ces eaux sont ensuite dirigées vers le bassin sec n°5 de la ZAC de Landacres. Ceci est prévu dans la convention de déversement en cours de signature.</p> <p>Le bassin de la ZAC seul ne doit pas être le système de confinement qui doit être réalisé sur le site lui-même.</p> <p>L'exploitant doit justifier les éléments du séparateur d'hydrocarbures de type classe 1 suivant la norme NF EN 858-1, suffisamment dimensionnés. En l'absence de ces éléments, l'exploitant doit justifier du volume de confinement suffisant sur le site et les procédures de confinement. Une procédure est en cours de mise à jour.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>

<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois